



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-04-08-00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SOCIÉTÉ Midi Pyrénées Granulats,
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches
amphiboles situées au lieu-dit « La Ramié » sur la commune de Laguepie

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,***

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-25 du 10 janvier 2008, autorisant la société Carrières De Laguepie, dont le siège social est au lieu-dit « Ramie », à Laguepie 82250, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roche amphiboles sise au lieu-dit « Le Ramié » sur le territoire de la commune de LAGUÉPIE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-2313 du 19 décembre 2008 portant changement d'exploitant au profit de la Société Carrières du Sud-Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-008 du 10 octobre 2017 imposant une étude géotechnique-géologique globale ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2018-12-17-001 du 17 décembre 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2008-25 du 10 janvier 2008 autorisant la société Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Laguepie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2019-06-17-008 du 17 juin 2019 modifiant les arrêtés préfectoraux n° 82-2018-12-17-001 du 17 décembre 2018 et n° 2008-25 du 10 janvier 2008 autorisant la société Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Laguepie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2020-04-22-008 du 22 avril 2020 prescrivant à la société CARRIÈRES DU SUD-OUEST un plan de réduction des prélèvements en eau en période de sécheresse et son étude technico-économique ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2023-06-14-00001 du 14 juin 2023 relatif aux dispositions applicables, en cas de période de sécheresse, à l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Laguepie ;

Vu le courrier préfectoral du 30 août 2023 autorisant les aménagements prévus dans le porter à connaissance déposé en date du 24 juillet 2023, relatif à la réalisation de travaux de terrassement à l'entrée de la carrière et permettant l'amélioration de la gestion des eaux pluviales et impliquant des tirs de mines ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2025-07-03-00004 du 03 juillet 2025 relatif au changement d'exploitant au bénéfice de la société Midi Pyrénées Granulats.

Vu le porter à connaissance en date du 27 décembre 2021, complété les 10 janvier 2023, 16 juin 2023, 28 février 2025 et 6 août 2025 concernant un projet de modification des conditions d'exploitation pour l'installation susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 mars 2026 proposant d'encadrer ces modifications par arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 26 mars 2026 à la connaissance du demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 31 mars 2026, mentionnant des observations sur les prescriptions ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé, délégation départementale de Tarn-et-Garonne du 25 septembre 2023 ;

Vu les avis de la Direction Départementale des Territoires de Tarn-et-Garonne, Bureau de la police de l'eau des 04 octobre 2023, 20 mars 2025 et 12 novembre 2025 ;

Considérant que le projet de modification des conditions d'exploitation ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

Considérant que le projet de modification des conditions d'exploitation n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3., en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

Considérant que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles l'établissement est soumis, le phasage d'exploitation, les garanties financières et de compléter ou de mettre à jour les prescriptions applicables aux installations concernées ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département de Tarn-et-Garonne ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Considérant que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et Site (CDNPS) ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Exploitant

La société Midi Pyrénées Granulats, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 23 Avenue de Larrieu, BP 10389 à Toulouse Cedex 1 (31103), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de LAGUÉPIE, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les prescriptions du présent arrêté pour la carrière de roches amphiboles sise au lieu-dit « Le Ramié », sur le territoire de la commune de Laguëpie.

ARTICLE 2 : Arrêté préfectoral abrogé

Les dispositions des arrêtés préfectoraux complémentaires suivants sont abrogés :

- n° 82-2018-12-17-001 du 17 décembre 2018 portant modification des conditions d'exploitation,
- n° 82-2019-06-17-008 du 17 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2018-12-17-001 du 17 décembre 2018,
- et n° 82-2023-06-14-00001 du 14 juin 2023 portant disposition applicables, en cas de sécheresse, à l'exploitation d'une carrière,

ARTICLE 3 :

Le tableau de l'article 3 « Classement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 modifié susvisé est modifié et remplacé par le tableau suivant :

Rubriques	Activités	Caractéristiques	Régimes
Installations classées pour la protection de l'environnement			
2510-1.	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières	Production moyenne : 324 000 t/an Production maximale : 500 000 t/an	Autorisation
2515-1.a)	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance installée : 1 034 kW	Enregistrement
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m².	Superficie : 30 000 m²	Enregistrement
Installations, Ouvrages, Travaux et Activités liés à la loi sur l'eau			
1.3.1.0.1°	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A).	20 m³/h dans l'Aveyron	Autorisation
3.2.3.0-1°	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha :	2 ha	Déclaration
2.1.5.0-2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	15,3 ha	Déclaration

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article 4 « Production » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La production moyenne annuelle et le rythme de production n'excèdent pas l'équivalent d'une production annuelle de 324 000 tonnes.

Pour des chantiers spécifiques à durée limitée, le rythme de production peut être équivalent à une production de 500 000 t/an. L'information de ce type de travaux (durée, quantité) doit être portée à la connaissance du Maire de LAGUÉPIE et de l'inspection des installations classées, un mois avant le début des travaux.

L'exploitant est également autorisé à commercialiser, à hauteur de 3 000 tonnes par an, les boues séchées issues du lavage des matériaux.

Avant chaque enlèvement, le caractère inerte des boues doit être analysé selon les paramètres définis dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé à l'aide d'un échantillon représentatif.

Dans le cas où le caractère inerte ne serait pas établi, la commercialisation des produits sera interdite et ils devront être évacués vers une installation dûment autorisée. »

ARTICLE 5 :

Les dispositions de l'article 6 « Conformité au dossier de demande d'autorisation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande du 30 mars 2007 modifiée par le dossier de demande de modification (conditions d'exploitation et de remise en état) du 27 décembre 2021, complété les 10 janvier 2023, 16 juin 2023, 28 février 2025 et 6 août 2025, et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation ».

ARTICLE 6 :

Le dernier paragraphe de l'article 5 « Durée » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé est remplacé par le paragraphe suivant :

« Toutefois, cette autorisation cesse d'avoir effet, dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de trois ans. »

ARTICLE 7 :

Les dispositions de l'article 16 « Extraction » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'extraction nécessite la réalisation de tirs de mines. La reprise des matériaux abattus s'effectue à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une chargeuse. Les matériaux sont ensuite orientés vers les installations de traitement à l'aide de tombereaux.

Les fronts et tas de déblais sont exploités de manière à ne pas créer une instabilité. Ils ne comportent pas de surplombs.

À compter du 11 janvier 2023, l'exploitation est réalisée en trois phases d'une durée de cinq ans chacune (selon le plan de phasage annexé au présent arrêté (cf. annexe n° 1 du présent arrêté)) :

- phase n° 4 : déplacement de la verse à stériles du Sud-Ouest vers le Nord-Est ; conservation de la banquette 190 m NGF et 160 m NGF ; déplacement du bassin de collecte des eaux de ruissellement ; extraction des paliers à 190 m NGF, puis 175 m NGF, 160 m NGF, 150 m NGF et 140 m NGF ; démantèlement, déplacement et regroupement des installations primaire, secondaire et tertiaire ; maintien de la passerelle et du tapis traversant la RD 958 ; déplacement des stocks sur la plateforme de remblais à l'est de la carrière ; augmentation du niveau de la côte de fond de carreau sous les futures installations à 150 m NGF ; agrandissement du bassin de décantation par extraction en fosse à la cote de 140 m NGF portant le volume à 3700 m³ et création d'un fossé de 5 m de large de collecte des eaux météoriques de la carrière. finalisation de l'extraction du front de 15 mètres de la cote 205 m NGF à 190 m NGF, extraction d'un front compris entre la cote 190 et 180 m NGF, et extraction du palier inférieur en deux fronts de 15 mètres de la cote 190 m NGF à la cote 160 m NGF à l'Est, puis l'exploitation s'achèvera par la création d'un seul front de 30 mètres – Centre de la carrière ;
- phase n° 5 : poursuite de l'extraction à l'ouest pour créer un palier à la cote 160 m NGF ; extraction des front 210 m NGF et 180 m NGF, depuis la plateforme située à l'Est en se dirigeant vers l'Ouest ;
- Phase n° 6 : Fin d'exploitation du gisement avec l'extraction du secteur Ouest au niveau des anciennes installations, de la cote 160 à 140 m NGF.

Les six derniers mois d'autorisation de la carrière sont consacrés à la remise en état du site et au démantèlement des installations de traitement.

Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 m des limites du périmètre de la zone autorisée.

Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.

Un merlon pare-blocs de quatre mètres de haut au pied des fronts en activité est maintenu en place durant l'activité d'extraction de la carrière. Ce dernier fait l'objet d'un contrôle régulier et d'un entretien. Ces opérations sont tracées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant se tient informé de la réglementation en vigueur relative aux fouilles archéologiques (code du patrimoine).

Les engins et camions sont équipés d'un extincteur type BC à poudre, d'une trousse de secours et d'une couverture de survie.

Les numéros d'urgence abrégés (18 – 15 – 17 et 112 pour les portables) sont portés à la connaissance des conducteurs d'engins et personnes travaillant sur la carrière ».

ARTICLE 8 :

Les dispositions de l'article 18 « Remblayage » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« la remise en état de la carrière en fin d'exploitation est effectuée conformément aux engagements pris dans sa demande du 30 mars 2007 modifiée par le dossier de demande de modification (conditions d'exploitation et de remise en état) du 27 décembre 2021 (complété les 10 janvier 2023, 16 juin 2023, 28 février 2025 et 6 août 2025) et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

Les parties remblayées de la carrière ne nuisent pas à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Les remblaiements sont effectués avec des matériaux de découverte et des stériles de l'exploitation.
L'acceptation de matériaux inertes externes à l'exploitation de la carrière est strictement interdite pour le remblaiement. »

ARTICLE 9 :

Les dispositions de l'article 21 « Travaux à réaliser » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La remise en état des terrains doit permettre un rétablissement du caractère naturel du site selon les plans en annexe n° 2, 3 et 4 du présent arrêté.

La surface du plan d'eau résiduel est d'environ 2 ha pour un volume d'environ 100 000 m³ (profondeur de 5 mètres à la cote 140 m NGF), stabilisation prévisionnelle de la retenue à une cote d'environ 145 m NGF .

En fin d'exploitation, l'ensemble du site est nettoyé et débarrassé de tous vestiges et matériels d'exploitation ».

ARTICLE 10 :

Les dispositions de l'article 22 « Notification » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant adresse au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, une notification de la date d'arrêt définitif des installations, ainsi que la liste des terrains concernés et un dossier conformément aux articles R.512-39-1 et suivant du Code de l'environnement, et comprenant à minimum :

- la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total »

ARTICLE 11 :

Les dispositions de l'article 26 « Prévention de la pollution accidentelle » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« La gestion des eaux du site est réalisée dans les conditions prévues dans le dossier de demande de modification du 27 décembre 2021 susvisée, (complété les 10 janvier 2023, 16 juin 2023, 28 février 2025 et 6 août 2025), et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation, et selon les plans en annexe n° 5 du présent arrêté.

L'exploitant met en place un dispositif de rétention étanche autour de la station de traitement des eaux de procédé. La capacité de ce dispositif doit permettre de contenir le volume de la plus grosse des cuves de traitement. »

ARTICLE 12 :

Les dispositions de l'article 27 « Gestion des eaux de procédés » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont remplacées par les dispositions des articles 27 à 27-5 suivants :

« ARTICLE 27. Gestion des eaux de procédés, pluviales et ouvrages de prélèvement

Le rejet des eaux de procédé issues de l'installation de traitement des matériaux dans le milieu naturel est interdit. Ces eaux doivent être entièrement recyclées.

ARTICLE 27.1. Gestion des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales se fait par stockage dans des bassins de rétention/infiltration de 1075 m³ porté à 3 700 m³ d'ici le 10 janvier 2028.

Ces bassins sont dimensionnés pour stocker les eaux pluviales pour un épisode pluvieux d'intensité décennale. Les eaux sont soit infiltrées par les noues et bassins, soit clarifiées en passant par un bassin de décantation avant d'être rejetées dans le cours d'eau.

Une canalisation enterrée permet de réceptionner les eaux du fossé de la RD 958 et les eaux de ruissellement du site du dernier bassin de tamponnement de 600 m³.

Cette canalisation enterrée sous chaussée dirige les eaux pluviales vers le dernier bassin de décantation (473 m³). Ce dernier se situe de l'autre côté de la route proche de l'Aveyron.

L'unique point de rejet dans le cours d'eau se fait à la sortie de ce bassin de décantation.

L'absence de rejet dû à la bonne infiltration ne nécessite pas la mise en place d'un ouvrage de régulation.

ARTICLE 27.2. Liste des points de rejets :

Réf.	Coordonnée Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt N° 1 (Rejet Buse Aveyron)	X = 615 960 Y = 6 339 464	eaux pluviales	Milieu naturel	Rivière Aveyron
Pt N° 2 (Sortie séparateur d'hydrocarbure haut)	X = 615 834 Y = 6 339 459	Effluents traités	Milieu naturel	Carrière
Pt N° 3 (Sortie séparateur d'hydrocarbure bas)	X = 615 868 Y = 6 339 445	Effluents traités	Milieu naturel	Carrière
Pt N° 4 (Eaux d'exhaures)	X = 616 204 Y = 6 339 702	eaux d'exhaures	Milieu naturel	Rivière Aveyron

ARTICLE 27.3. Prélèvement d'eau autorisées

Article 27.3.1 Disposition Générales

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées.

En fonctionnement normal, ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés.

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour établir les éléments mentionnés ci-dessus.

Article 27.3.2 Localisation et caractéristique du point de prélèvement n° 1

Localisation		Caractéristiques	
Commune	Laguépie	Milieu amont	AVEYRON
Lieu-dit	Ramié	Profondeur	-
Parcelle	Au droit de la : section « 0D » n° 0190	Masse d'eau Code	FRFR342
X_93	615900	Masse d'eau Libellé	L'Aveyron du confluent du Viaur au confluent de la Vère
Y_93	6339370	Identifiant SDPE	82006715

Les usages sont définis dans le tableau ci-dessous :

Usage	Brumisation – lavage bennes – lavage granulats – arrosage des pistes et lavage des roues
Débit horaire moyen	8.5 m ³ /h
Durée moyenne de fonctionnement	5 heures
Volume annuel	15000 m ³

Article 27.3.3 Quantités d'eau prélevées autorisées

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

En situation Normale :

Référence de l'ouvrage	Ressource utilisée (Cours d'eau et nappe d'accompagnement, eaux souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE	Prélèvement annuel (m ³)	Débit de prélèvement maximal horaire	Débit de prélèvement maximal journalier (m ³ /jour)
N° 1	Cours d'eau	L'Aveyron	Sandre : 0560	15 000 m ³ /an	20 m ³ /h	66 m ³ /j
N° 2	Réseau AEP	-	-	700 m ³ /An	-	3 m ³ /J

En situation de gestion sécheresse :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Prélèvement annuel (m³)	Débit de prélèvement maximal journalier (m³/jour)			
		Niveau de gestion sécheresse			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
N° 1 Cours d'eau	15 000 m³/an	66 m³/jour	45 m³/jour	37 m³/jour	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvement
Réseau AEP	700 m³/an	3 m³/jour	3 m³/jour	3 m³/jour	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvement

Les dispositifs de prélèvement des eaux (cours d'eau + réseau AEP) sont équipés d'un compteur volumétrique et d'un disconnecteur. Ces derniers sont contrôlés chaque année.

Article 27.4. Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

Ces réductions ne s'appliquent pas aux usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et à l'alimentation en eau potable de la population.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA : <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>

Le dispositif reste activé jusqu'à la levée des mesures de restriction sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives non spécifiques ICPE	Mesures spécifiques ICPE
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation • Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau • Limitations volontaires des usages de l'eau 	<p>Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site,</p> <p>Suivi des suintements et réparations,</p> <p>Relevé hebdomadaire des index compteurs pour suivre la consommation d'eau.</p>
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h, • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique, • Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits en circuit fermé et en circuit ouvert, • Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit, • Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée, • Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers , 	<p>Arrêt de l'arrosage des espaces verts, du lavage des voiries et des véhicules non nécessaires au fonctionnement de l'installation,</p> <p>Relevé hebdomadaire des index compteurs pour suivre la consommation d'eau.</p>
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage des pelouses et espaces verts interdit • Mesures de l'AP cadre sécheresse en vigueur 	<p>Transmission chaque semaine, à l'inspection des installations classées, des volumes d'eau prélevés la semaine qui précède et des volumes prévisionnels pour les besoins de l'installation pour la semaine suivante.</p>
<u>Crise</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de l'AP cadre sécheresse en vigueur 	<p>Objectif de réduction des prélèvements sur décision préfectorale.</p>

Article 27.5. Bilan

En situation Normale :

Un relevé des volumes prélevés est réalisé et enregistré mensuellement. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les volumes sont déclarés annuellement auprès de l'inspection des installations classées et de l'Agence de l'eau Adour-Garonne avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées, dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, le récépissé de déclaration du nouvel ouvrage (puits – ouvrages souterrains disponible).

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année suivante.

»

ARTICLE 13 :

Les dispositions des articles 32 à 35 « Dispositions relatives aux garanties financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé sont remplacées par les dispositions des articles 32 à 35-2 suivants :

« Section 6 : Dispositions relatives aux garanties financières :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des activités exercées sur la carrière et ses abords de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

Article 32 : Montant des garanties financières :

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Le montant des garanties financières est fixé à :

Période	Montant TTC
Date de signature de l'arrêté préfectoral complémentaire jusqu'au 10 janvier 2028	355 146 €
11 janvier 2028 au 10 janvier 2033	381 558 €
11 janvier 2033 au 10 janvier 2038	298 225 €
Bases du calcul : taux de TVA de 20 % et indice TP01 de novembre 2025 (valeur de 130,8)	

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 33 : Constitution, renouvellement et actualisation des garanties financières :

L'exploitant justifie de la constitution des garanties dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant l'échéance du document attestant de leur constitution. Pour attester de ce renouvellement, l'exploitant adresse au Préfet, dans ce même délai, un nouveau document établi selon les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et justifiant de la constitution de la nouvelle garantie financière dont le montant est actualisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01 sur lequel il est indexé.

L'actualisation des garanties financières est faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à la demander.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

Article 34 : Absence de garanties financières :

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée ci-dessus ou de l'attestation de renouvellement visée au paragraphe ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par les articles du Code de l'environnement.

Article 35.1 : Appel des garanties financières :

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 35.2 : Levée de l'obligation de garanties financières :

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, l'inspection des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux de réaménagement. »

ARTICLE 14 :

L'annexe n° 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 susvisé est remplacée par les annexes 1 à 5 du présent arrêté : «

- Annexe 1 : plan de phasage
- Annexe 2 : Plan de remise en état,
- Annexe 3 : Schéma réaménagement des banquettes,
- Annexe 4 : Schéma de principe du réaménagement du fond d'exploitation,
- Annexe 5 : Gestion des eaux. »

ARTICLE 15 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 16 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

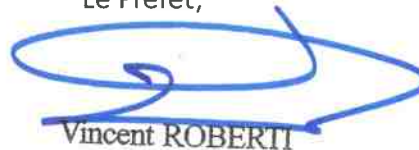
ARTICLE 17 : Notification - Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne dont une copie est adressée au maire de la commune d'implantation.

À Montauban, le **08 AVR. 2026**

Le Préfet,



Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Annexe 1 : Plan de phasage

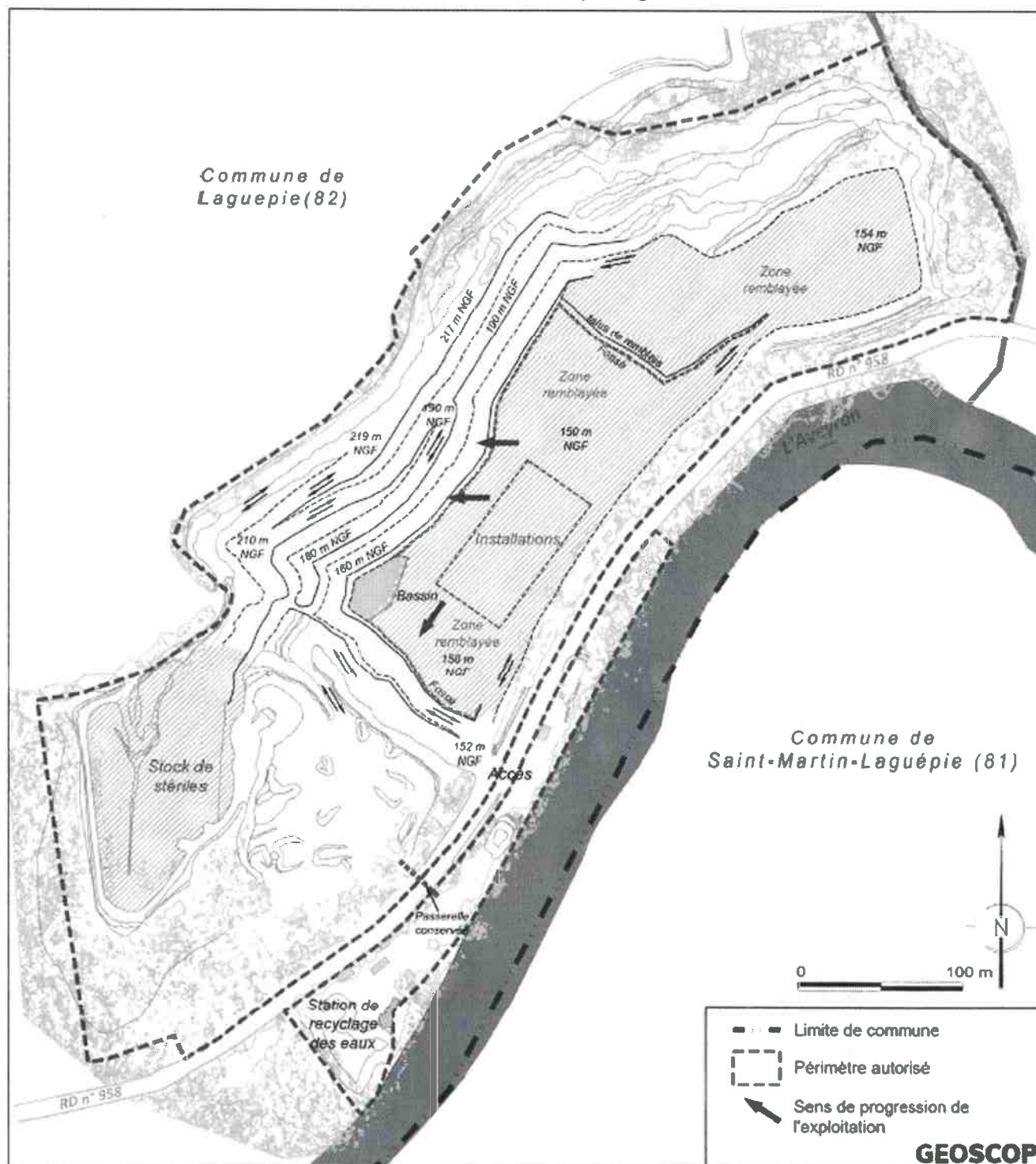


Figure 8 : Phase I modifiée
Janvier 2023 à janvier 2028
Années 16 à 20

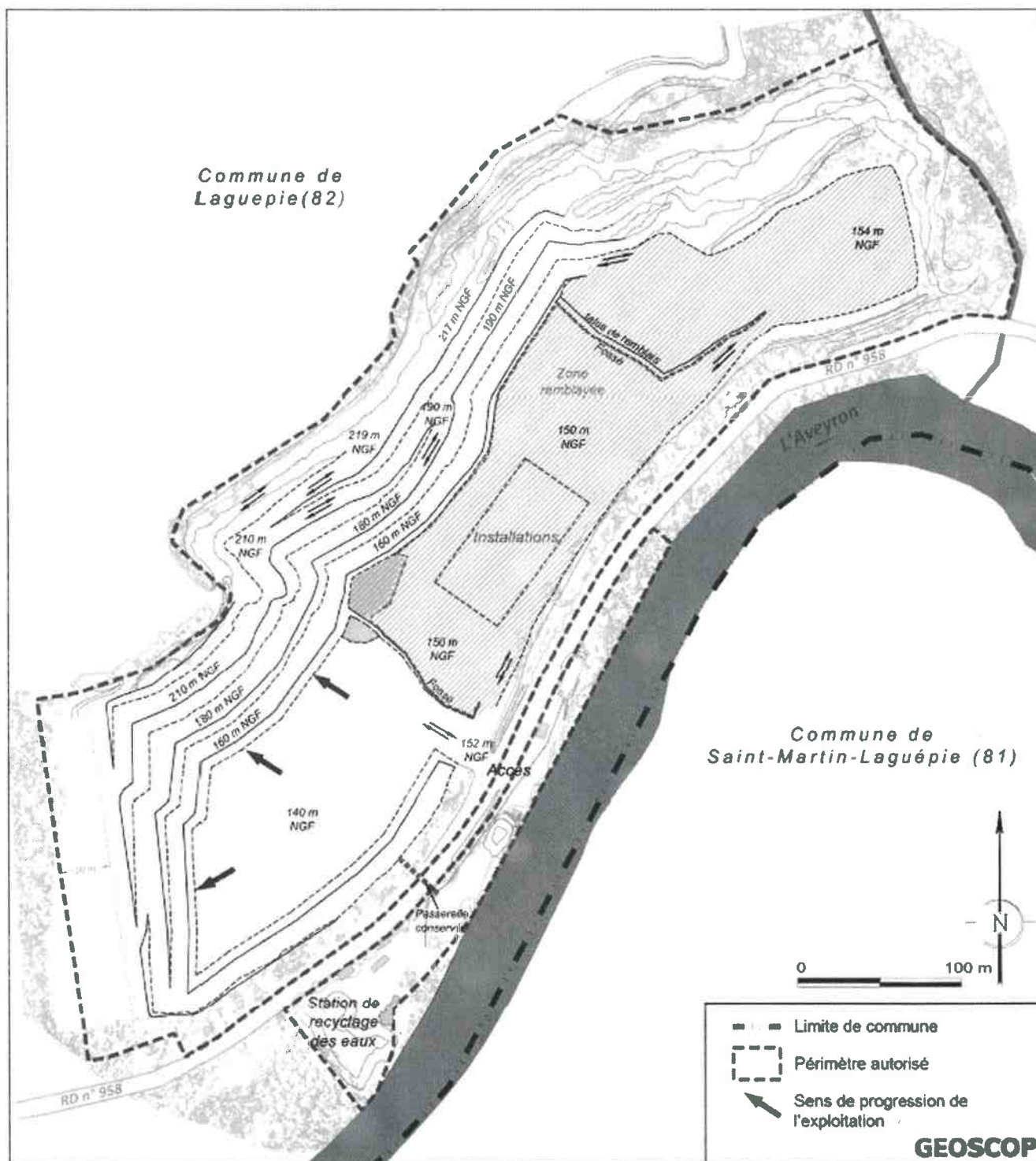


Figure 11 : Phase I modifiée
Janvier 2033 à janvier 2038
Années 26 à 30

Annexe 2 : Plan de remise en état

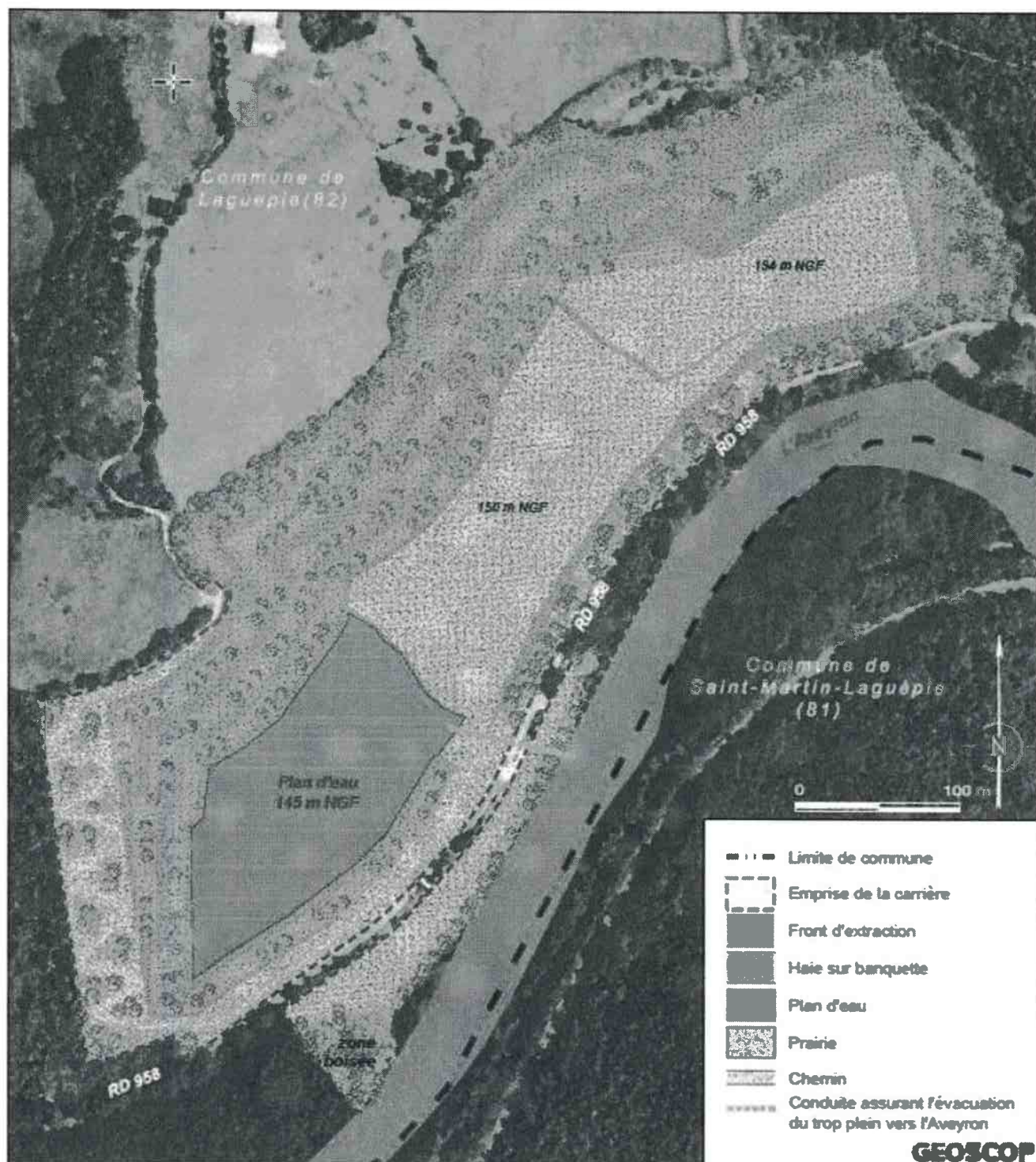


Figure 19 : Nouveau plan de remise en état du site

Annexe 3 : Schéma réaménagement des banquettes

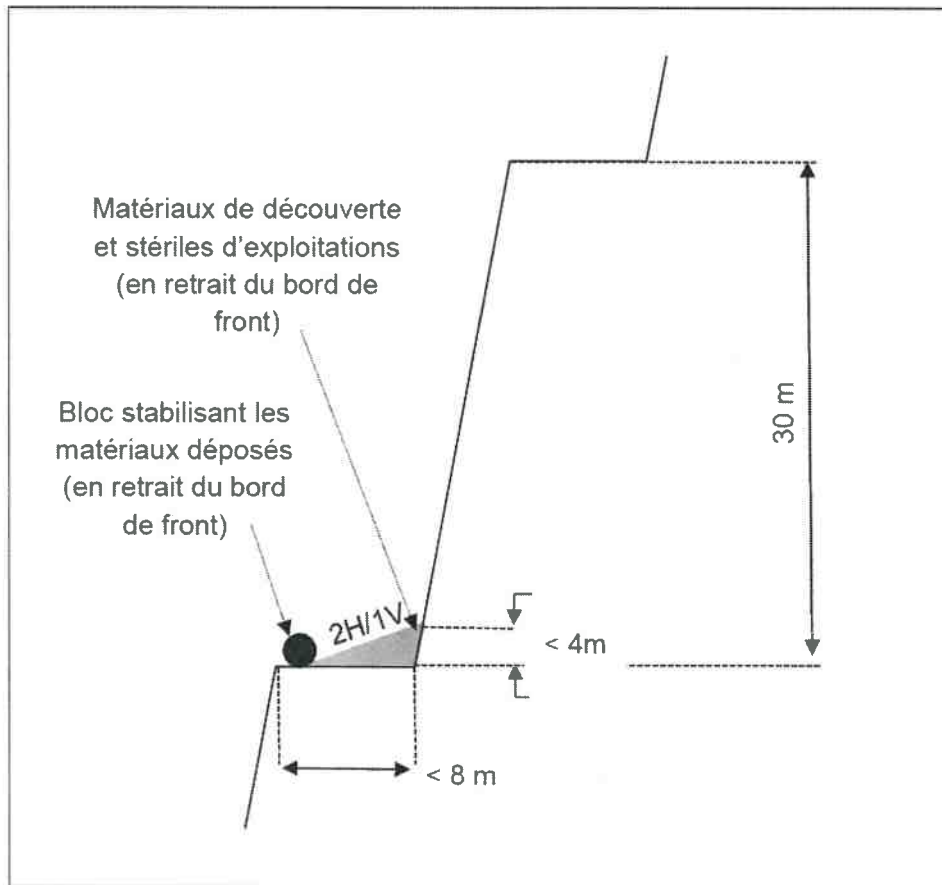


Figure 16 : Schéma de principe du réaménagement des banquettes

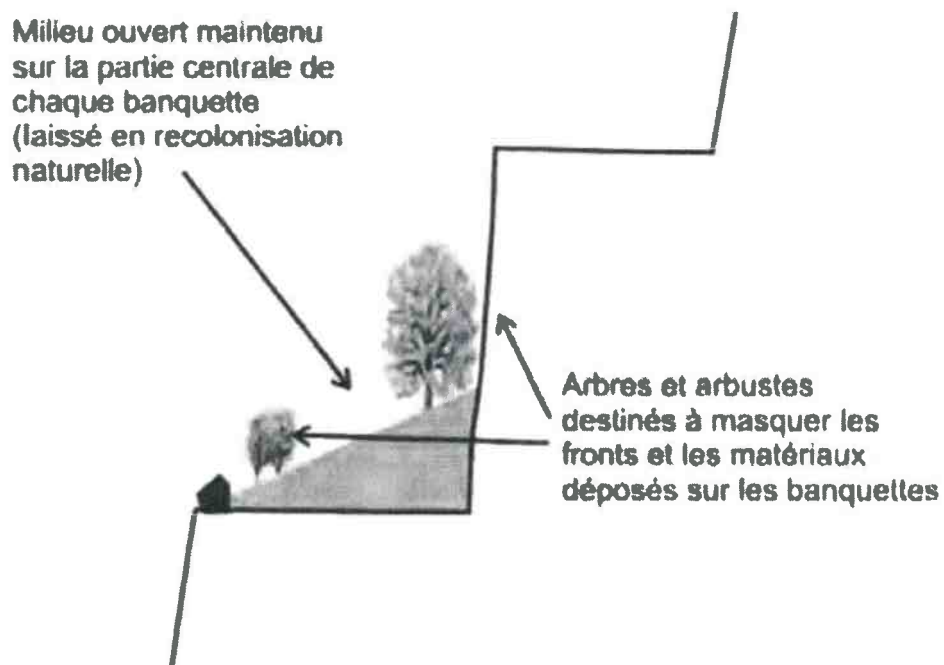


Figure 17 : Schéma du réaménagement des banquettes

Annexe 4 : Schéma de principe du réaménagement du fond d'exploitation

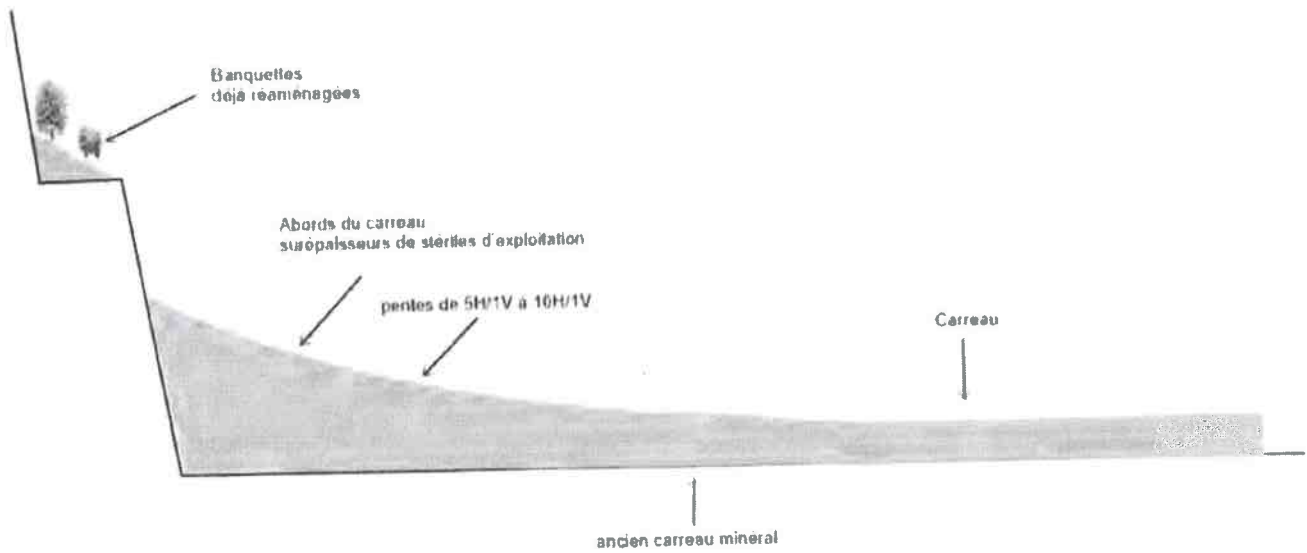


Figure 18 : Schéma de principe du réaménagement du fond d'exploitation

Annexe 5 : Gestion des eaux

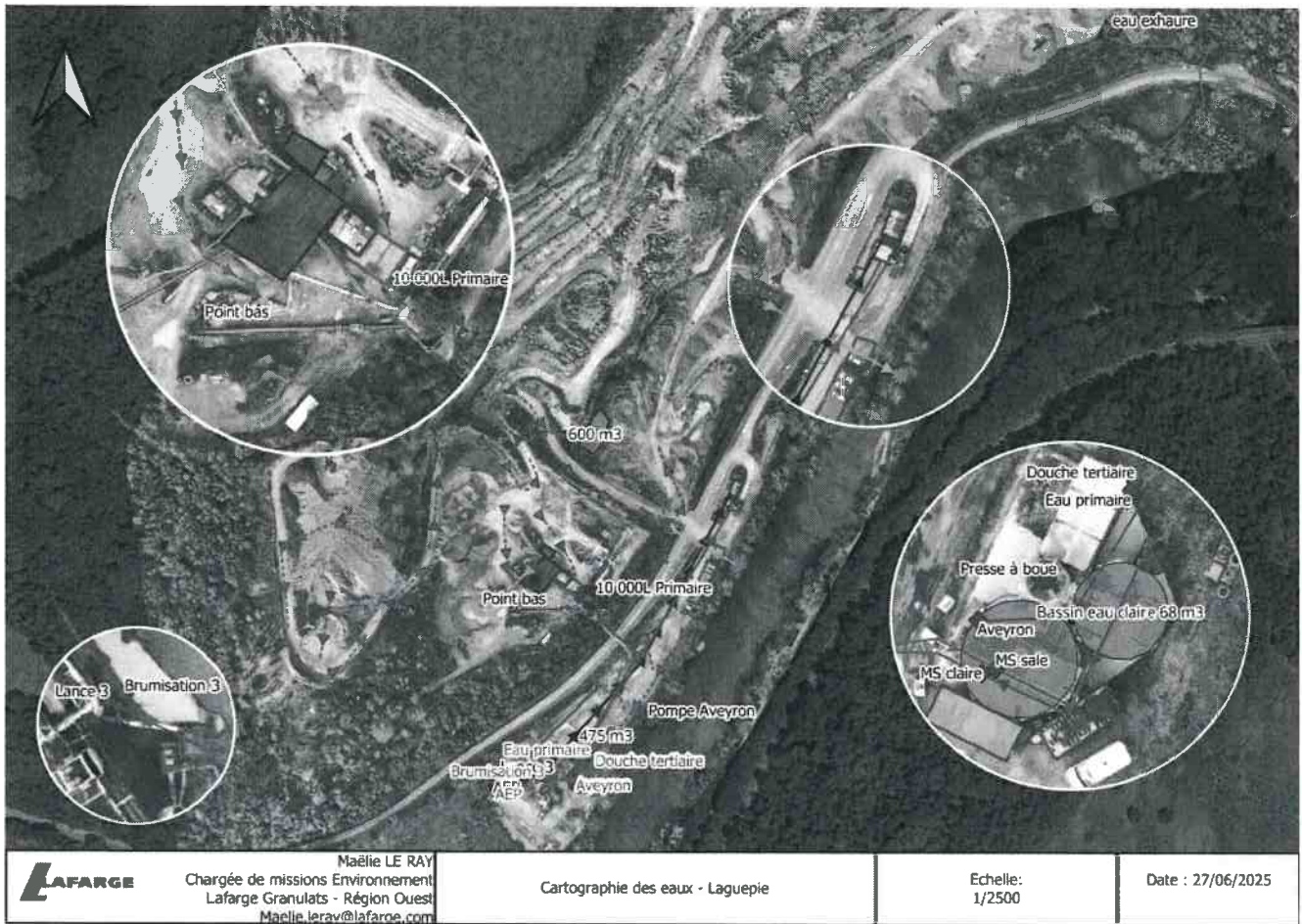


Schéma de gestion des eaux pluviales fin de phase 3.

